



Le deuxième numéro des *Cahiers* est consacré à 'La Femme et le travail'. Qui dit travail dit aussi chômage, grèves, lock-outs, tâches domestiques, 'bénévolat', humiliation et revendication.

Nous sommes donc fières d'offrir ici notre femmage à toutes les femmes qui 'travaillent'. Mais nous voulons saluer tout particulièrement, sans oublier les autres, toutes celles, toutes les centaines de milliers de celles qui travaillent, ont travaillé, voudraient travailler dans ces deux industries qui constituent les domaines par excellence (?) de la main-d'oeuvre féminine exploitée: celle du vêtement et celle du textile. Leur histoire est notre épopée à nous toutes.

Et parce qu'une épopée demande des héroïnes; et parce que nous ne disposons pas de l'espace qu'il faut pour citer nommément toutes les femmes qui ont lutté, de quelque façon que ce soit, pour transformer leur monde et le nôtre; et parce que l'histoire de toute une chacune est encore à découvrir. . . .

Nous avons choisi de rappeler à votre souvenir le nom de deux grandes militantes syndicalistes, non pas pour en faire des vedettes mais pour reconnaître à travers elles tout ce qui a été gagné de haute lutte, tout ce qui est encore à faire, voire, dans certains cas, à recommencer.

Yvette CHARPENTIER (1901-1976), industrie du vêtement pour dames, une 'midinette'.



Yvette Charpentier

Elle a commencé à travailler à l'âge de dix ans. Travail à la pièce, dépendant toujours de la bonne volonté du contremaître, le suppliant un vendredi après-midi de lui donner deux

ou trois robes à coudre pour qu'elle puisse s'offrir un repas en fin de semaine afin d'avoir le courage de se rendre à pied à l'atelier le lundi matin où il faudrait encore attendre qu'on veuille bien pendant la journée lui fournir quelques 'pièces' à faire. Faim, attentes, poussière, froidure.

En 1937, elle est la première ouvrière de son atelier à prendre sa carte syndicale, geste courageux qui poussa toutes les 'petites mains' à y adhérer aussi. C'est déjà la 'belle époque' de la lutte anti-syndicaliste au Québec (comme ailleurs); c'est déjà aussi la belle époque de la lutte pour améliorer les conditions de travail dans les usines, du développement de l'esprit de solidarité, de l'affirmation de leur dignité humaine par les travail/leurs/leuses.

Beaucoup de grèves et de grandes réalisations à cette époque-là, dont, en 1945, le droit aux vacances payées, ce dernier comblant un des grands espoirs de Madame Charpentier. Mais serait-elle aussi contente de la lutte si elle militait encore aujourd'hui avec ses soeurs-midinettes? L'article de Gilles Gauthier et la lettre qui le suit laisseraient planer un doute à ce sujet-là.

En plus d'une action syndicale directe, Yvette Charpentier a consacré ses énergies à l'amélioration du niveau d'études de ses co-travailleuses: classes de français, d'anglais, de mathématiques, de relations ouvrières, etc.

Et quand elle est morte en octobre 1976, cette femme qui représentait le courage, la persévérance, la soif de connaître, nombreuses étaient les 'midinettes' qui assistèrent à l'enterrement pour lui rendre, elles aussi, leur femmage.

Madeleine PARENT, Secrétaire/trésorière du syndicat canadien du textile et de la chimie.



Madeleine Parent

Nous avons eu la chance de parler directement avec Madeleine, qui nous a raconté un peu de sa vie de militante, au Québec et en Ontario. Le moment de la discussion était mal, ou peut-être bien, choisi, Madeleine étant très affairée avec la grève chez Puretex dans le comté de North York, Ontario. Cette grève avait été déclenchée quelques jours auparavant, le 13 novembre, par des femmes, en majorité italiennes, qui protestaient contre le traitement qui leur y était réservé. Non seule-

ment elles gagnent moins que les hommes pour le même travail, mais encore les oblige-t-on à vider leurs sacs à main le soir en quittant l'usine, alors que l'on ne demande pas aux hommes de montrer le contenu de leurs poches ou de leur boîte à lunch. Ce qui humilie surtout ces femmes, ce sont les neuf caméras de télévision en circuit fermé qui les suivent à la journée longue, y compris pendant qu'elles vont aux toilettes. Les hommes n'ont pas de caméra devant la porte de leurs toilettes. On se demande pourquoi. Une banque d'écrans se trouve dans le bureau du superviseur; une autre dans celui du président de la compagnie qui supervise personnellement aussi la fouille des sacs le soir. Les caméras ne fonctionnent pas la nuit durant l'absence de ce dernier.

Les femmes sur la ligne de piquetage chantent continuellement, en chœur, une chanson en italien composée par une de leurs membres et qui dit essentiellement: 'Nous sommes Italiennes, nous sommes immigrantes, nous sommes venues dans un nouveau pays pour travailler. Nous faisons la grève parce que vous ne nous donnez pas d'augmentation. Vous faites de l'argent grâce à nous. Nous désirons travailler, donnez-nous-en alors, mais payez-nous bien aussi. Nous voulons progresser, nous n'avons pas peur, nous ne sommes pas inquiètes.'

Puretex Knitting est une des usines où le syndicat que dirige Madeleine est bien implanté. Il y a aussi, entre autres, Texpak à Brantford, Ont., McGregor Hosiery Mills à Toronto, où la majorité des travailleuses sont portugaises. L'industrie du textile semble affectionner particulièrement les femmes immigrées— il y a aussi des Grecques, des Chinoises, des Antillaises, etc. Serait-ce parce qu'elles ne connaissent souvent ni la langue ni les lois du pays?

Si c'est le cas, Madeleine Parent et d'autres femmes, qui ne sont pas nécessairement rattachées au syndicat, sont en train d'y remédier. On offre des cours d'anglais gratuits, et pendant que l'on étudie l'anglais, on apprend beaucoup de choses sur les conventions collectives, le code du travail, etc. Dans une usine (McGregor Hosiery), les patrons avaient d'abord fourni la salle pour ces cours et autorisé les femmes à prendre une demi-heure sur leur horaire pour les suivre. Jusqu'au jour où ils ont vu l'affiche: Apprenez l'anglais; apprenez à défendre vos droits!

L'engagement syndical de Madeleine ne date pas d'hier. Déjà en 1942 au Québec, elle militait au sein de l'Union internationale des ouvriers du textile d'Amérique. En 1946, c'est la grande grève de Valleyfield contre Dominion Textile, dont elle dit encore aujourd'hui que c'est l'ennemi principal. Emallée de bagarres entre grévistes et briseurs de grève, celle-ci dure 98 jours, et au bout de ce temps Dominion Textile cède. Neuf jours plus tard, Maurice Duplessis ordonne l'arrestation de Madeleine Parent et de celui qui devait devenir son mari, Kent Rowley.

Un an après, c'est la grève de Lachute. Madeleine, Kent, et une quarantaine de personnes sont traduits en justice, traités comme de véritables prisonniers de guerre, et accusés de 'conspiration séditeuse'. Madeleine est condamnée à vingt ans de prison, mais la mort du greffier crée une irrégularité dans les procédures, et Duplessis a peur de rouvrir le procès. Elle reste libre donc, reçoit une amnistie dans les années cinquante.

En 1952, Dominion Textile cherche à augmenter les cadences dans ses usines de Montréal et de Valleyfield, revenant ainsi sur des accords déjà conclus avec les syndiqué/e/s. On déclenche encore une grève, mais les ouvriers et ouvrières du Québec sont trahis par le bureau-chef américain; 3000 travail/leurs/euses doivent dorénavant faire le travail de 6000.

Cette trahison confirme la méfiance que Madeleine et Kent avaient toujours nourrie à l'égard de la direction américaine qui

semblait travailler contre les intérêts des membres et certainement contre ceux des membres canadiens et québécois. C'est la rupture. Madeleine et Kent créent un nouveau syndicat canadien, mais ils connaissent un plus grand succès en Ontario qu'au Québec où ils essaient quand-même de maintenir une opération d'arrière-garde. Ce n'est qu'en 1967 que Madeleine commence à concentrer ses énergies en Ontario.

Le Syndicat canadien du textile et de la chimie regroupe actuellement 1500 membres, majoritairement des femmes. La Confédération des syndicats canadiens en regroupe 30,000. Statistiquement parlant, il y a maintenant davantage de travail/leurs/leuses dans des syndicats canadiens que dans les syndicats américains, phénomène nouveau et encourageant. Madeleine attribue cette plus grande conscientisation autonomiste à la syndicalisation du secteur public, où il est plus difficile de s'affilier à des unions étrangères.

Mais est-elle féministe? Nécessairement, répond-elle, puisqu'elle s'occupe surtout d'améliorer les conditions de travail dans des industries à main-d'oeuvre féminine. Les femmes ont un double joug. Mais si l'éducation des hommes reste à faire, il faut comprendre aussi que cette surexploitation des femmes sert surtout les patrons qui ne peuvent que profiter de toute lutte intestine dans les syndicats. La lutte de classe reste importante.

Interrogée sur la réaction des hommes devant un programme de mesures positives qui aurait pour résultat de donner la préférence à une femme, elle déclare qu'il s'agit encore d'éducation. Le chômeur politisé peut comprendre une telle situation; celui qui ne l'est pas ne l'acceptera jamais.

Il est vrai, avoue-t-elle, qu'il est extrêmement difficile de faire accepter les femmes par quelque parti ou syndicat qui soit (sauf le sien, sans doute). Dans la théorie, oui; dans les faits, non. Et cela, même à gauche, où l'on pourrait s'attendre à une plus grande réceptivité. Il faut encore déloger toute une bureaucratie qui s'effraye à l'idée que les femmes puissent participer pleinement aux processus décisionnels. L'arrivée, néanmoins, de Grace Hartmann à la présidence du Syndicat canadien de la fonction publique lui semble un signe très prometteur.

Depuis presque dix ans, Madeleine consacre une partie de son temps à des organisations plus spécifiquement féministes, telles que le Comité d'action nationale, auquel elle essaye d'intéresser davantage les Québécoises. Ce sont des groupes, précise-t-elle, qui peuvent exercer une très grande influence sur les différents paliers gouvernementaux, faire transformer les lois qui nous affectent.

Mais on sent, à l'écouter parler, que ce qui lui tient le plus à coeur, c'est la lutte sur le tas, dans les usines ou dans les bureaux. Le travail légal est important, mais encore faut-il que ces lois soient appliquées, que les conventions collectives soient signées. Et elle énumère les problèmes qui sont encore à régler: faire passer les femmes dans des métiers non-traditionnels; améliorer les congés de maternité; bannir les agences privées de travail à temps partiel pour les femmes, dont même le gouvernement se sert. La liste est longue.

Il y a aussi les victoires. Madeleine, comme toutes les femmes, a fait l'apprentissage de la patience, et elle sait combien la route est longue. Mais chaque jour, quelque part, quelque chose est gagné, et il n'y a pas de petites victoires. Une autre Madeleine— Gagnon, cette fois— a intitulé un de ses derniers livres *Retailles*. Les retailles, ce sont les chutes de tissus avec lesquelles nos grand'mères, confectionnaient les plus belles couvertures; pièce par pièce, elles les montaient. Et pièce par pièce, victoire par victoire, nous fabriquerons aussi à notre mesure, grâce à Madeleine Parent et à tant d'autres femmes, le monde meilleur dont nous avons besoin.